

L'Afrique, l'Allemagne et la coopération au développement dans le système mondial

Appréhender les reconfigurations géopolitiques

Auteurs :

Dr Selly Ba, sociologue, consultante

Dr Sokhna Rosalie Ndiaye, Enseignante-Chercheure, Université Rose Dieng France-Sénégal

Contributeurs :

Mme Ndèye Aïssatou Gaye, assistante de recherche

M. Abdou Kane Dieng, assistant de recherche

Mme Sokhna Diarra Sarr, assistante de recherche

Introduction

La politique allemande de développement s'intéresse de plus en plus au continent africain et s'efforce, depuis des années, de faire progresser la coopération avec les États africains, tant au niveau international qu'au niveau bilatéral. Ces dernières années¹, la politique africaine de l'Allemagne a été marquée par de nombreuses initiatives et par l'affirmation d'un « partenariat d'égal à égal ». Or, l'examen des rapports de force sous-jacents montre qu'en dépit du discours officiel qui prétend y mettre fin, les déséquilibres se perpétuent dans un contexte de reconfigurations géopolitiques, marqué par la montée en puissance de nouveaux acteurs et par la compétition qu'ils se livrent. À cette pression concurrentielle répond une stratégie propre des États africains, à savoir la diversification des partenariats, qui modifie les termes de leur négociation avec les bailleurs traditionnels, dont l'Allemagne.

Contexte général : recomposition du système international

Le système international traverse une période de transformation profonde, caractérisée par l'émergence d'un ordre multipolaire et par une concurrence accrue entre grandes puissances pour l'accès aux ressources, aux marchés et aux alliances stratégiques. Dans ce paysage, l'aide au développement n'est plus seulement un instrument d'appui social ou économique ; elle devient également un vecteur de positionnement géopolitique et d'influence externe. Elle n'est plus déterminée par des logiques de solidarité, mais par des logiques de partenariat.

1 Schlegel, A., & Ziai, A. (2021). *La politique africaine de l'Allemagne : vers la reconduction d'un modèle de coopération asymétrique*.

La présence économique et politique de la **Chine sur le continent africain s'est fortement intensifiée** au tournant des années 2010-2020, faisant de Pékin le premier partenaire commercial de l'Afrique depuis plusieurs années. Les flux d'investissements directs étrangers chinois et les projets d'infrastructure conduits dans le cadre de l'initiative *Belt and Road Initiative*² témoignent de cette influence croissante. La **Turquie, la Russie et les États du Golfe** multiplient également leurs engagements, que ce soit à travers des accords d'armement, des partenariats énergétiques ou des investissements stratégiques, reléguant parfois les acteurs traditionnels à des positions concurrentielles.

Dans ce nouveau contexte, l'aide publique au développement (APD) devient ouvertement un outil de politique étrangère au service d'intérêts stratégiques, sécuritaires ou économiques. Les conditionnalités politiques, les priorités migratoires, la lutte contre le terrorisme ou la sécurisation des chaînes d'approvisionnement pèsent fortement sur l'allocation de l'aide³. Cette évolution s'observe aussi bien chez les bailleurs traditionnels que chez les nouveaux partenaires et brouille la frontière entre coopération, influence et compétition stratégique. L'initiative « **Compact with Africa** » (**CwA**), lancée par l'Allemagne dans le cadre du G20 en 2017, illustre cette dynamique : elle vise à améliorer l'attractivité des investissements privés en Afrique tout en renforçant le rôle allemand sur le continent. L'Allemagne s'est engagée, par exemple, à investir **4 milliards d'euros dans des projets d'énergie verte en Afrique d'ici à 2030**, signe de l'articulation entre objectifs de développement et stratégies industrielles européennes. En complément, l'Allemagne a annoncé en 2025 une contribution de **10 millions d'euros à un fonds fiduciaire de la Banque mondiale** lié à l'initiative Compact with Africa, reflet d'un engagement coordonné au sein des institutions multilatérales⁴.

En conséquence, l'Afrique occupe désormais une place centrale dans les **enjeux mondiaux contemporains** :

- **Ressources naturelles stratégiques** : le continent abrite des réserves significatives de minéraux essentiels à la transition énergétique (tels que le lithium, le cobalt ou le cuivre), qui attirent l'intérêt de puissances concurrentes. L'Afrique est sans doute le continent le mieux doté en richesses naturelles⁵ : elle dispose de 80 % des réserves mondiales de coltan, de 90 % des platinoïdes, de 89 % du platine, de 81 % du chrome, de 78 % des réserves de diamants, de 70 % du tantale, de 61 % du manganèse, de 60 % du cobalt, de 40 % des réserves d'or, de 20 % de la production d'uranium et de 10 % des réserves de pétrole.
- **Dynamique démographique majeure** : avec une population qui devrait atteindre environ **2,5 milliards d'habitants d'ici 2050**, l'Afrique représente, du point de vue de l'Allemagne, un marché et un réservoir de main-d'œuvre importants⁶.
- **Défis sécuritaires transnationaux et vulnérabilité face aux changements climatiques** : le changement climatique et les crises sécuritaires influencent les priorités des politiques publiques tant africaines qu'européennes.

2 La Belt and Road Initiative vise le développement d'infrastructures terrestres, maritimes, énergétiques et communicationnelles afin de connecter l'Asie, l'Europe et l'Afrique. https://www.ens.psl.eu/sites/default/files/bl_16062021_economie_tc_1.pdf

3 Mawdsley, E. (2018). 'From billions to trillions': Financing the SDGs in a world 'beyond aid': Financing the SDGs in a world 'beyond aid'. *Dialogues in Human Geography*, 8(2), 191-195. <https://doi.org/10.1177/2043820618780789>

4 Reuters. (2025, 17 juillet). *Germany to contribute 10 mln eur to World Bank trust fund, finmin says*. <https://www.reuters.com/world/germany-contribute-10-mln-eur-world-bank-trust-fund-finmin-says-2025-07-17/>

5 Ramdoo, I. (2019). L'Afrique des ressources naturelles. International Institute for Sustainable Development (IISD). <https://www.iisd.org/system/files/publications/afrique-ressources-naturelles-vangaurdia-fr.pdf>

6 Tiassou, K., & Pelz, D. (2023, 25 janvier). *L'Allemagne a présenté sa nouvelle stratégie africaine*. Deutsche Welle. <https://www.dw.com/fr/allemande-afrique-coop%C3%A9ration-emplois-d%C3%A9veloppement-svenja-schulze/a-64514976>

Face à cette concurrence, les États africains diversifient leurs partenariats, non seulement avec les puissances émergentes, mais aussi entre eux et avec des organisations régionales. Cette approche pragmatique s'inscrit dans une volonté de réduire les dépendances historiques et d'élargir leurs marges de manœuvre politiques et économiques, en tirant parti de différentes sources d'investissement, de technologies et de financements⁷. Elle se traduit par une coopération simultanée avec des acteurs occidentaux, émergents et régionaux, selon des logiques d'opportunité et d'intérêt national. Cette diversification s'accompagne d'une **affirmation progressive de l'agentivité africaine** : l'Union africaine et ses États membres portent leurs propres initiatives continentales (Agenda 2063, Zlecaf)⁸, déploient une diplomatie plus assertive dans les forums multilatéraux et remettent en question les rapports asymétriques hérités de l'histoire coloniale. L'Union africaine et l'Allemagne ont ainsi réaffirmé leur partenariat en alignant les financements allemands (environ **88 millions d'euros supplémentaires**) sur les priorités de l'Agenda 2063 (énergie durable, infrastructures, paix et sécurité)⁹. Cette agentivité reste toutefois hétérogène, contrainte par des rapports de pouvoir structurels, des asymétries économiques et des dépendances financières persistantes.

L'Allemagne et l'Afrique : évolution du cadre de la coopération au développement

Depuis la fin des années 2010, la coopération allemande avec l'Afrique connaît une **reconfiguration profonde**, marquée par le passage d'une logique d'aide classique à une approche plus stratégique, articulant **développement, influence géopolitique et stabilisation**. Cette réorientation se lit dans les budgets : le budget du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) est passé de 11,22 milliards d'euros en 2024 à 10,28 milliards d'euros en 2025, soit la plus forte baisse de l'ensemble des ministères fédéraux, et devrait encore reculer autour de 9,9 milliards d'euros en 2026¹⁰. Les coupes touchent d'abord les initiatives spéciales du ministère et les contributions aux fonds multilatéraux de santé (la contribution au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme passe de 415 à 370 millions d'euros entre 2024 et 2025), tandis que les instruments de mobilisation de l'investissement privé sont relativement préservés. Les moyens se déplacent ainsi des secteurs sociaux vers les secteurs jugés stratégiques.

Historiquement centrée sur l'aide technique et sociale, la coopération allemande s'appuie désormais sur des **instruments financiers, institutionnels et diplomatiques élargis**, mobilisant l'investissement privé, les banques de développement (KfW), les agences de mise en œuvre et les cadres multilatéraux. La GIZ, née en 2011 de la fusion de trois agences allemandes de coopération technique (GTZ, DED et InWEnt), illustre elle-même cette rationalisation stratégique. L'initiative **Compact with Africa (CwA)**, lancée sous la présidence allemande du G20 en 2017, marque ce changement de paradigme : elle vise à améliorer le climat des affaires et à attirer l'investissement privé dans des pays africains engagés dans des réformes structurelles. À ce jour, douze pays africains y participent : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, l'Éthiopie, le Ghana, la Guinée, le Maroc, le Rwanda, le Sénégal, le Togo et la Tunisie.

Cette approche traduit une volonté allemande de **positionner la coopération comme un levier de codéveloppement**, mais aussi comme un **outil d'influence économique et politique**, dans un contexte où d'autres acteurs (la Chine, la Turquie et les États arabes du Golfe) proposent des partenariats alternatifs souvent moins conditionnés.

7 Taylor, I. (2016). *Africa Rising? BRICS – Diversifying Dependency*. James Currey.

8 Brown, W., & Harman, S. (2013). *African Agency in International Politics*. Routledge.

9 <https://au.int/en/pressreleases/20251119/au-and-germany-deepen-strategic-partnership-advance-agenda-2063-priorities>

10 Deutscher Bundestag. (2024). *Entwicklungsetat soll um mehr als 900 Millionen Euro sinken*. <https://www.bundestag.de/presse/hib/kurzmeldungen-1015388> ; BMZ. (s. d.). *Haushalt des BMZ*. <https://www.bmz.de/de/ministerium/zahlen-fakten/bmz-haushalt>

La politique africaine récente du gouvernement fédéral allemand met l'accent sur des **secteurs jugés stratégiques** à la fois pour les pays africains et pour les intérêts européens. En principe, ces priorités sont négociées entre les gouvernements partenaires ; en pratique, l'asymétrie des rapports de force laisse peu de place à une négociation réelle, et le choix des secteurs répond d'abord aux impératifs européens de transition énergétique, de sécurisation des approvisionnements et de maîtrise des migrations. Chacun de ces secteurs constitue ainsi un terrain sur lequel l'Allemagne cherche à se distinguer de ses concurrents :

- **Énergie et climat** : développement des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert, avec des engagements allemands de plusieurs milliards d'euros en faveur des projets énergétiques en Afrique, comme l'illustre le **Partenariat pour une transition énergétique juste (JETP)** signé en 2023 entre le Sénégal et plusieurs partenaires ;
- **Infrastructures et numérique** : financement et préparation de projets structurants régionaux, à l'image de l'appui de la KfW aux interconnexions électriques du Système d'échanges d'énergie électrique ouest-africain (EEEOA) ;
- **Formation professionnelle et emploi** : domaine dans lequel l'Allemagne, à travers la GIZ, dispose d'un avantage comparatif reconnu, notamment dans les secteurs de la santé au Togo et de l'agriculture au Sénégal ;
- **Gouvernance et stabilité** : dimensions intégrées de manière de plus en plus explicite aux cadres de coopération, pour la prévention des conflits et le renforcement institutionnel ;
- **Coopération culturelle et migration** : le Goethe-Institut contribue à sécuriser les interactions, à créer des relations de confiance durables avec les sociétés civiles africaines et à soutenir l'agentivité des acteurs culturels et intellectuels locaux ;
- **Appui aux processus de démocratisation et de bonne gouvernance** : les fondations politiques allemandes contribuent à la tenue d'élections, renforcent la société civile et élargissent le cercle des acteurs engagés dans les dynamiques de démocratisation.

Ces priorités traduisent une **approche intégrée**, où développement, bonne gouvernance, sécurité et intérêts économiques sont étroitement imbriqués.

Face à cette recomposition, les États africains ne se positionnent plus comme de simples bénéficiaires. La **diversification des partenariats** leur permet d'arbitrer entre différentes offres de coopération et de **négocier des conditions plus favorables**¹¹, en fonction de leurs priorités nationales et régionales (Agenda 2063 de l'Union africaine, stratégies sectorielles). Cette marge de manœuvre ne doit toutefois pas être surestimée, et le Compact with Africa en montre les limites : l'adhésion est formellement volontaire, mais la sélection des pays participants revient au G20 et aux institutions financières internationales, tandis que les réformes attendues s'inscrivent dans des cadres d'investissement et de gouvernance définis en dehors du continent. Lue dans une perspective postcoloniale, une telle initiative peut ainsi reproduire les asymétries héritées sous une autre forme plutôt que d'y mettre fin. L'agentivité africaine se mesure donc moins à la participation à ces dispositifs qu'à la capacité, variable selon les pays, d'en négocier les termes.

11 La négociation avec les partenaires est mise en avant comme un élément clé. Les décisions et solutions sont souvent négociées entre les acteurs de la coopération et les partenaires locaux.

Problématique centrale : comment la coopération allemande avec l'Afrique s'adapte-t-elle aux nouvelles réalités géopolitiques ?

La recomposition du système international, portée par la multipolarité croissante, l'intensification des rivalités de puissances et la politisation de l'aide au développement, restructure les modalités de la coopération internationale. La coopération allemande doit désormais articuler ses intérêts stratégiques avec des partenariats africains de plus en plus diversifiés, tout en restant compétitive face à d'autres puissances. La concurrence internationale pèse sur la conception et la mise en œuvre des projets allemands. L'initiative Compact with Africa illustre cette adaptation : elle mobilise à la fois des fonds publics et privés pour améliorer le climat d'investissement, tout en soutenant les réformes structurelles locales. Cette approche vise à maintenir l'attractivité allemande et européenne dans un contexte où d'autres partenaires proposent des financements rapides, mais souvent moins conditionnés. À ce titre, les États africains perçoivent la coopération allemande comme fiable et durable, notamment dans les domaines de la gouvernance, de la formation professionnelle et de la transition énergétique. Elle est en revanche jugée moins flexible et plus lente que d'autres offres (celles de la Chine ou des États du Golfe, par exemple), ce qui oblige l'Allemagne à renforcer sa valeur ajoutée par la qualité, la durabilité et l'intégration régionale.

L'adaptation de la coopération allemande se heurte à une mise en tension croissante entre les intérêts stratégiques de l'Allemagne et les attentes exprimées par les partenaires africains. D'un côté, l'Allemagne cherche à sécuriser ses approvisionnements énergétiques, à maîtriser les flux migratoires, à promouvoir la stabilité régionale et à soutenir la transition verte. De l'autre, les pays africains attendent une coopération favorisant l'industrialisation, la création d'emplois, le transfert de technologies et une plus grande autonomie décisionnelle. Cette asymétrie peut fragiliser la relation si les priorités allemandes sont perçues comme instrumentales ou déconnectées des réalités locales. Elle pose alors la question de la coconstruction réelle des politiques de coopération et du degré d'appropriation africaine. Cette tension exige des arbitrages stratégiques : concilier des standards élevés de gouvernance et de conditionnalités avec des résultats tangibles pour les partenaires africains.

La coopération allemande avec l'Afrique présente des opportunités importantes pour les États africains : elle favorise la transition énergétique à travers des investissements dans les énergies renouvelables et l'hydrogène vert, soutient l'industrialisation et l'intégration des chaînes de valeur locales grâce à la formation professionnelle et aux programmes d'innovation, sans compter qu'elle ouvre la voie à des partenariats triangulaires, plus équilibrés et alignés sur les priorités africaines et l'Agenda 2063. Cependant, la coopération allemande reste confrontée à plusieurs limites structurelles : les entreprises allemandes sont peu présentes en Afrique¹² (un millier d'implantations, contre près de 10 000 entreprises chinoises¹³), les asymétries de pouvoir entre partenaires persistent, l'appropriation locale de certains projets peut être insuffisante et l'Allemagne risque parfois d'être marginalisée face à des acteurs plus rapides, moins conditionnels et plus alignés sur les urgences nationales. La réussite de cette coopération dépend dès lors de sa capacité à réduire ces écarts, à mieux intégrer les priorités africaines et à combiner efficacité, durabilité et pertinence locale.

12 Peltzer, R. (2024). *L'Allemagne a-t-elle une stratégie économique pour l'Afrique ?*. Politique internationale. <https://roger-peltzer.com/fr/lallemagne-a-t-elle-une-strategie-economique-pour-lafrique/>

13 Un millier d'entreprises allemandes sont implantées en Afrique contre 10 000 chinoises, principalement actives dans le domaine de la construction. Voir Le Touzé, A. (2019, 15 février). *Berlin veut booster les investissements allemands en Afrique*. Deutsche Welle. <https://www.dw.com/fr/berlin-veut-booster-les-investissements-allemands-en-afrique/a-47540189>

Recommandations

Passer du projet au partenariat gagnant-gagnant : les initiatives les plus prometteuses reposent sur la coconstruction, l'adaptation aux contextes nationaux et l'implication réelle des acteurs locaux (États, collectivités, société civile, secteur privé). Sans cela, les risques de faible appropriation et de durabilité limitée demeurent élevés.

Renforcer l'alignement stratégique avec les priorités africaines : il convient de consolider l'intégration des initiatives allemandes dans les agendas nationaux et régionaux afin d'accroître l'appropriation locale et la pertinence des projets, et d'instaurer des mécanismes de consultation systématique avec les acteurs africains avant le lancement de nouveaux programmes. En multipliant les espaces locaux de création de savoirs, les bénéficiaires ont l'opportunité de réfléchir à leurs priorités et de les définir en dehors des cadres politiques préétablis.

Accroître la flexibilité et l'efficacité des instruments de coopération : il convient de développer des **financements hybrides** (public-privé) et des outils modulables permettant de combiner standards de gouvernance et **réponses rapides aux besoins locaux**. À cela s'ajoute la simplification des procédures de mise en œuvre pour réduire le décalage perçu entre ambitions et résultats concrets.

Investir dans la maîtrise locale des chaînes de valeur stratégiques afin de renforcer l'autonomisation des économies africaines : dans les domaines où les intérêts convergent, notamment la transition énergétique juste, l'agriculture et l'industrialisation, l'investissement doit dépasser le simple renforcement de capacités. Les projets doivent mettre en place des systèmes permettant aux parties prenantes locales de prendre en charge l'intégralité de la chaîne de transformation. Couplée à une formation professionnelle ciblée, cette approche favorisera la création de valeur ajoutée locale et maximisera les retombées socio-économiques.